



Etude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA)

Atelier FOSA pour l'Afrique centrale

Douala (Cameroun) 15 – 17 November 2000

Compte rendu de l'atelier et recommandations

I. Introduction.

Du 15 au 17 novembre 2000 s'est tenu, à l'hôtel SAWA de Douala, en République du Cameroun, un atelier sous régional sur le thème « *Etude prospective du secteur forestier en Afrique* »(FOSA).

L'étude prospective du secteur forestier en Afrique, connue sous le sigle FOSA et qui fait suite à un exercice similaire mené en Asie pacifique, est une initiative conduite par la FAO, en partenariat avec tous les pays africains, la Banque Africaine de Développement, la Commission Européenne, des organisations inter-gouvernementales sous régionales et régionales, la Banque Mondiale et d'autres organismes. L'étude des perspectives du secteur forestier en Afrique a été approuvée par les pays africains à la onzième session de la commission des forêts et de la faune sauvage tenue à Dakar au Sénégal en avril 1998.

Les activités liées à FOSA ont commencé en Octobre 1998 et se poursuivront jusqu'en juillet 2020.

FOSA est un processus visant à analyser dans quelle mesure le secteur forestier sera en mesure de contribuer au bien être des populations africaines par ses fonctions économiques, sociales et environnementales dans le futur. FOSA analysera la situation : les tendances et les points forts qui caractérisent la foresterie africaine ; présentera une vision régionale du secteur forestier à l'horizon 2020, et identifiera des politiques, des programmes et des possibilités d'investissement qui aideront à faire évoluer le secteur dans les directions souhaitées, avec pour objectifs notamment d'aider les pays à incorporer une vision à long terme dans leurs horizons de planification, placer les informations nationales dans un contexte régional, insérer la foresterie dans un contexte économique et politique plus large etc.

Dans cette perspective, le continent africain a été subdivisé en cinq sous régions dont la sous région d'Afrique centrale comprenant le Burundi, le Rwanda, la République Centrafricaine, le Tchad, le Cameroun, la République Démocratique du Congo, le Gabon, la République du Congo, la Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Principe

II. Objectifs et participants

L'atelier de Douala, qui s'inscrit en droite ligne des activités liées à FOSA, fait suite à la réunion de planification tenue à Lambaréné au Gabon en octobre 1999 et a pour objectifs de :

- Discuter du contenu des rapports nationaux
- Echanger les informations au niveau sous régional

- Donner aux participants de nouvelles informations méthodologiques pour améliorer les analyses prospectives.
- Rentrer dans la réflexion de prospective sous régionale : comment dessiner une vision du développement forestier à l'échelon sous régionale.
- Définir les conditions du dialogue avec le consultant sous régional et entre les points Focaux.

Il regroupe les points Focaux de la sous région autour de l'équipe FOSA. Cet atelier a également connu la participation d'observateurs dont des représentants de l'IUCN, du CEFDHAC, du PRGIE, et d'organisations non-gouvernementales (Gramue).

DEROULEMENT DES TRAVAUX.

Cérémonie d'ouverture

Cette cérémonie a été présidée par le conseiller aux Affaires économiques auprès du Gouverneur du Littoral. Elle s'est articulée autour de deux interventions principales de la part de monsieur S.N. Dazogbo, Représentant de la FAO au Cameroun et de J.L Blanchez du Département Forêts à la FAO – ROME.

Le Représentant de la FAO au Cameroun : Au nom du Directeur Général de la FAO, il a souhaité la bienvenue aux participants et leurs a transmis les salutations du Sous Directeur Général du Département Forêts ainsi que celles du Représentant régional de la FAO pour l'Afrique, qui tous les deux placent beaucoup d'intérêt à l'étude FOSA. Plaçant l'atelier dans son contexte historique, monsieur S.N. DAZOGBO a fait une brève introduction de FOSA : Qu'est ce que FOSA, pourquoi l'étude FOSA a t'elle été initiée, quelles en sont les missions, qui sont les partenaires en FOSA, etc. L'orateur a par la suite rappelé le bien fondé de l'atelier par rapport à la réunion de planification de Lambaréné. Avant de terminer son propos, il a tenu à féliciter les points focaux pour le travail abattu depuis Lambaréné (voir annexe 1).

J.L Blanchez a rappelé les objectifs de la rencontre tels que précisés plus haut et présenté la démarche à suivre au cours des travaux :

- Identification de quelques principes de prospective et leur application dans le secteur forestier.
- Identification, au travers des présentations, des signaux forts, c'est à dire des fortes tendances actuelles du développement forestier, ainsi que des signaux faibles qui deviendront les grandes tendances du système dans l'avenir
- Synthèse des expériences en analysant la situation dans un pays hypothétique.

Introduction technique de l'atelier.

Après l'ouverture officielle des travaux, J-L Blanchez a procédé à l'introduction technique de l'atelier. Dans ce cadre, il a notamment défini la notion de prospective, en a souligné l'importance pour FOSA et identifié les approches (voir annexe 2).

Présentation des documents nationaux de prospective

Conformément aux orientations de la coordination du FOSA, les points focaux ont présenté chacun une analyse du secteur forestier de son pays ainsi que certaines projections du secteur à l'horizon 2020.

1.) **TCHAD** par Kado Moguenara Djaïngue

Ce rapport a dressé l'état des lieux du secteur forestier tchadien en s'appuyant sur ses potentialités, l'environnement politique et institutionnel, les contextes démographique, social, environnemental et économique. Il a ainsi permis de relever une dynamique régressive sur la base du taux de régression de 0,6 % établi par la FAO et une probable dynamique régressive à l'horizon 2000 si le statu quo se maintient.

L'objectif de ce document de prospective nationale est de prédire la situation future du secteur forestier sous l'impulsion des moteurs du changement qui s'harmonisent autour de 5 axes :

- Révision des politiques sectorielles et du cadre institutionnel
- Actualisation du régime forestier
- Mise en place des projets de gestion du terroir villageois et des projets destinés à améliorer l'offre du bois et réduire la demande
- Inventaire forestier
- Gestion participative du patrimoine forestier.

2.) **BURUNDI** par BARARWANDIKA Astère .

Ce rapport présente le Burundi comme pays à croissance démographique rapide où le développement du secteur agricole en général et du secteur forestier en particulier est devenu une priorité en vue de garantir la gestion durable des ressources naturelles disponibles dans l'intérêt des générations présentes et futures. Il fait notamment ressortir les principaux constats de l'étude avec un accent particulier sur les moteurs du changement que sont la stabilité politique, la législation, la démographie et la politique forestière.

Au nombre des tendances et incertitudes pour le développement du secteur forestier à l'horizon 2020, le rapport prévoit une augmentation de la couverture forestière et par conséquent une amélioration quantitative du bois sur pied. Il projette une réduction de la couverture forestière en ce qui concerne la forêt naturelle. Il se penche également sur le rôle et les responsabilités des différents acteurs du développement forestier que sont : l'Etat, le secteur privé, les ONG et les organismes de coopération internationale qui auront repris d'appuyer le pays.

3.) **REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE** par Michel BONANNEE.

Le rapport présente le contexte forestier national et met en évidence les moteurs de changement tels les facteurs démographiques, les indicateurs socio-économiques, la mise en place des programmes de développement futur des différents secteurs.

Il projette ensuite une vision du secteur forestier à l'horizon 2020, développant pour ce faire, quatre scénarios axés respectivement sur :

- L'exploitation et l'aménagement durable des forêts
- La conservation et la protection des aires protégées et de la faune sauvage,
- L'industrialisation du secteur forestier,
- Le cadre institutionnel et juridique.

Les conséquences liées au changement sont axées sur :

- l'aide à la décision stratégique appropriée

- les orientations stratégiques en matière de tourisme
- la conservation de la faune
- le renforcement des facteurs positifs
- les responsabilités et les rôles des différents organismes
- l'amélioration des facteurs négatifs

4.) **CAMEROUN** par *EYAANE BANNISTER*

En l'absence du rapport de prospective nationale, le représentant du point Focal a présenté le secteur forestier camerounais, qui est placé aujourd'hui sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et des Forêts, reflétant ainsi l'idée d'un changement radical sur la gestion des forêts. Il s'est beaucoup appuyé sur l'organigramme du MINEF et le rôle de chacune de ses structures.

Cette organisation structurelle permet une meilleure prise en compte des problèmes de l'environnement en général et du secteur forestier en particulier, avec le concours des autres ministères dans le cadre de la gestion participative.

5.) **GABON** par *Pierre NYAR OLLAME*

Après un rappel des grandes lignes de la réflexion stratégique à long terme « **GABON 2025** », le rapport met en exergue les caractéristiques du secteur forestier gabonais issues d'une réforme profonde opérée depuis une dizaine d'années. Cette réforme s'est effectuée dans le cadre des divers exercices de planification initiés par le Ministère des Eaux et Forêts notamment :

- le Plan National d'Action Environnemental,
- la Stratégie Nationale sur la Biodiversité,
- le Plan d'Action Forestier National

Le rapport pose deux questions fondamentales pour le secteur forestier à l'horizon 2025 :

1. Quelle sera la place des ressources forestières dans le cadre d'une économie diversifiée et durable ?
2. Comment assurer la préservation de l'espace rural, des écosystèmes et de la biodiversité dans le cadre d'une économie diversifiée ?

Il identifie par la suite les moteurs de changement en prenant soin pour chaque facteur de relever les tendances et les incertitudes.

6.) **CONGO BRAZZAVILLE** par *Julien ONKAGUI*

Ce rapport dresse l'état des lieux du secteur forestier congolais et sur cette base fait une projection à l'horizon 2020. Le document relève l'existence d'un nombre important d'études et réflexions antérieures au FOSA, notamment le PAFN, Schéma Directeur du Développement rural, le PAS et autres. Il identifie et regroupe les facteurs du changement susceptibles d'influencer le développement du secteur forestier au cours des deux prochaines décennies en facteurs politiques, économiques, législatifs, institutionnels et démographiques.

Faisant une projection du secteur à l'horizon 2020, il s'intéresse au comportement des forêts naturelles et des plantations, des industries forestières, de l'offre et de la demande du bois entre autres paramètres.

Le rapport identifie également les facteurs de succès, compare la contribution du bois et du pétrole à l'économie nationale et développe deux hypothèses dont l'une par rapport au développement économique basé sur le pétrole et l'autre par rapport au développement économique basé sur des ressources autres que le pétrole.

7.) REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO par F. KAPA BATUNYI

Ce rapport résume la situation du secteur forestier caractérisée par un énorme potentiel peu entamé et une couverture forestière dense entre autres. Il identifie les facteurs de changement en terme de population, de performances économiques, d'industrialisation, de développement des infrastructures de transport, etc...

D'ici l'an 2020, le secteur forestier du Congo Démocratique connaîtrait une évolution modérée sans changement majeur. Au nombre des facteurs susceptibles d'influencer le développement de ce secteur, le rapport met en exergue les mentalités et la mise en valeur des ressources naturelles, la volonté politique de faire contribuer l'exploitation des ressources forestières au développement socio-économique national de façon durable et la bonne gouvernance environnementale entre autres.

Le point focal de la **Guinée Equatoriale** – Mr Bololo Paulino absent – n'a pas pu présenter son document de prospective nationale. Les commentaires faits par l'équipe FOSA sur ce document ont été distribué aux participants. Les points focaux du **Rwanda** (Mihigo Augustin) et de **Sao Tome et Principe** n'ont pu faire le déplacement à Douala.

La présentation des rapports nationaux a donné lieu à des échanges qui ont permis de mettre en exergue certaines préoccupations communes de la sous région en matière de développement du secteur forestier et la nécessité de prendre en compte les spécificités nationales dans le document sous régional de prospective. Ces échanges ont également montré que l'analyse des scénarios reste à développer dans la quasi totalité des documents présentés.

Exercice de prospective et finalisation des documents nationaux de prospective.

Plusieurs exercices de prospective ont été proposés aux participants. Ces exercices ont porté notamment sur l'identification de certains problèmes inconnus il y a 10 ans mais, qui resteront pertinent au cours des 10 prochaines années, l'identification des signaux forts et des signaux faibles du développement forestier mis en évidence par les différents rapports nationaux, l'analyse des scénarios offerts par un pays hypothétique. Ces exercices ont permis aux participants d'améliorer leur compréhension de la démarche prospective et apprécier le chemin qui reste à parcourir pour finaliser les documents nationaux de prospective (annexe 3).

Visite de terrain.

Dans le cadre des travaux de cet atelier, se sont rendus au bord du fleuve wouri, au lieu dit « Parc Shrimmer », où ils ont notamment visité une mangrove et touché du doigt certaines réalités propres à cet écosystème.

Préparation du rapport sous régional.

Un consultant sous régional a été désigné pour appuyer les points Focaux dans la finalisation des documents nationaux de prospective et assurer l'élaboration du document de prospective sous régional. La stratégie pour l'élaboration de ce dernier document repose sur une franche collaboration entre le consultant sous régional et le réseau des points Focaux.

Activités FOSA en perspective

Les prochaines activités liées à FOSA comprendront :

- Une réunion méthodologique (janvier – février 2001) avec pour objet la définition des méthodes prospective au niveau sous régional et de la forme du rapport sous régional ;
- La mise en activité du réseau des points focaux avec l'appui du consultant sous régional ;
- Deux études sous régionales dont une sur la situation technique et l'autre sur la situation d'environnement, qui seront réalisées par la BAD à l'aide d'experts.
- Une troisième réunion FOSA sous régionale (mai 2001) durant laquelle les propositions du rapport sous régional seront discutées afin d'être finalisées pour le mois de septembre.

Présentations des invités observateurs

Mr Dominique Touranchet, chargé de la logistique et de la foresterie auprès de l'ADIE (Gabon) a présenté les activités de son organisation. Mr Souane Thirakul a décrit les activités et les objectifs de l'UICN en Afrique centrale. Mr Cleto Dikoumakenge a présenté objectifs et les principales réalisations de la CEFDHAC (voir annexe 5).

Adoption des résolutions et recommandations.

Au terme des travaux, les participants ont pris des résolutions et adressé des recommandations aux institutions nationales et à la FAO. Ces résolutions et recommandations font l'objet de la troisième partie de ce rapport.

Clôture des travaux.

Trois interventions ont ponctué la séance de clôture :

- Les observations du coordonnateur de l'atelier
- Les observations du représentant du bureau de la FAO au CAMEROUN
- Le mot de clôture du représentant du gouverneur

Les différents intervenants ont apprécié l'esprit qui a guidé les travaux, remercié les participants pour leurs contributions constructives et souhaité aux uns et aux autres bon retour dans leur famille respective.

III. Résolutions et recommandations des participants de l'atelier

Nous, Points Focaux FOSA d'Afrique Centrale, réunis à Douala du 15 au 17 novembre 2000 dans le cadre de l'analyse des drafts des documents nationaux de prospective pour la sous région d'Afrique centrale ;

Considérant :

- l'importance des ressources forestières au point de vue social, économique et environnemental dans le développement global des pays de l'Afrique Centrale,

- les problèmes socio économiques, institutionnels et environnementaux que connaît le secteur forestier;
- les conséquences directes et indirectes de la dégradation forestière sur la vie des populations de la sous région,
- l'intérêt de disposer d'une Etude Prospective du Secteur Forestier pour orienter le développement du secteur rural à l'an 2020 sur des bases durables et équitables, et de mettre à la disposition de nos pays un outil de planification prospective utile à la mise en œuvre de leurs politiques forestières.
- la forte motivation dont les Points Focaux ont fait preuve lors de la présentation des documents nationaux de prospective tout au long des travaux du présent atelier,
- les difficultés rencontrées pour récolter l'information et réunir les membres des groupes de travail pluridisciplinaires en vue de l'élaboration des documents nationaux

Prenant acte de la désignation d'un Consultant Sous Régional pour la coordination de nos efforts et la production définitive du document de prospective sous régional

Prenons la résolution de :

- 1- Redynamiser ou créer le cas échéant les groupes de travail dans nos pays respectifs
- 2- Renforcer les capacités des groupes de travail par rapport aux enseignements du présent atelier pour rendre ces structures plus efficaces
- 3- Finaliser et faire valider les rapports nationaux dans les délais impartis (février 2001).
- 4- Fournir au consultant sous régional les informations utiles et l'appui nécessaire pour répondre à ses termes de référence.

Recommandons :

Aux Institutions Nationales

- 1- De contribuer plus activement à l'Etude FOSA par la mise à disposition des Points Focaux et leur groupe de travail, des moyens logistiques et financiers pour l'accomplissement de leur mission
- 2- De créer une dynamique à l'intérieur du secteur forestier en recherchant des synergies avec d'autres secteurs.

A la FAO

- 1- De mettre à la disposition des Points Focaux un Guide Technique par rapport au travail qui leur reste à faire.
- 2- De bien situer FOSA par rapport au processus PFN et aux autres études. A cet effet, la FAO devrait informer les institutions nationales de l'importance de l'Etude FOSA.

3- De faciliter les contacts entre les Points Focaux et le Consultant sous régional en vue de la finalisation des rapports nationaux et du document sous régional de prospective.

4- De développer une stratégie de communication permettant une meilleure connaissance de FOSA et une plus large diffusion de ses résultats.

5- Mettre à la disposition du consultant sous régional les moyens nécessaires pour réaliser ses tâches.

Compte rendu de la concertation des points focaux FOSA- Afrique centrale

Les points focaux de l'Afrique centrale se sont réunis en session spéciale le 16 novembre afin de discuter de problèmes spécifiques. Les problèmes suivants ont été abordés:

- a) Les frais affectés par la FAO pour la réalisation de l'étude;
- b) La création du réseau des points focaux;
- c) Le règlement des frais de consultation et de voyage;
- d) Les rapports entre le consultant sous régional et les points focaux nationaux ainsi que la constitution d'un comité technique de rédaction.

Le compte rendu de cette réunion a été dactylographié et distribué. Des éléments de réponses aux sujets abordés ont été donnés durant les sessions plénières.

Evaluation de l'atelier de Douala par les participants

Un questionnaire d'évaluation a été distribué aux participants à la fin de l'atelier. 16 réponses ont été reçues.

Organisation générale:

- a) information de départ et voyage: satisfaisant: 2; bon: 5; excellent: 6
- b) Logement et accueil: mauvais: 1; satisfaisant: 1; bon: 5; excellent: 8

Organisation technique

- Appréciation du thème: satisfaisant: 1; bon: 11; excellent: 3
Forme des présentations techniques: bon: 6; excellent: 9

Appréciations particulières: l'analyse des scénarios, les travaux en plénière et les travaux en groupe ainsi que les présentations des point focaux ont été appréciés spécifiquement. Une bonne information sur la préparation du voyage et l'intérêt sur les sujets novateurs abordés ont été également notifiés.

Remarques: certains participants ont fait les remarques suivantes : pas assez de temps pour les discussions; une information déficiente sur le voyage; l'utilité d'envoyer des informations techniques avant l'atelier.

ATELIER FOSA

Ordre du jour **Afrique centrale**

Douala, Cameroun, 15 -17 novembre 2000

Hotel SAWA , Douala

Mardi 14 Novembre 2000

- Arrivée des participants à Douala, Cameroun;
- à 19 heures, rendez-vous à l'Hotel SAWA à Douala - tel: 237 42 08 66 /42 14 70/ 42 44 42 Fax: 237 42 38 71); rencontre avec l'équipe FOSA;

Mercredi 15 Novembre 2000

8h30 – 9h00	Réception et enregistrement des participants
9h00 – 10h00	Message de bienvenue du Représentant du Ministre en charge des forêts au Cameroun, du Représentant de la FAO et de la CE; Présentation de l'agenda de l'atelier : objectifs et activités – J.L. Blanchez Présentation des participants.
10h00 – 10h30	Café
10h30 – 11h00	Introduction technique - éléments de prospective, situation des documents de prospective, tendances et signaux faibles.
11h00 – 12h30	Présentation des documents de prospectives - Tchad - Burundi - Rwanda
12h30 – 14h00	Déjeuner
14h00 – 16h00	Présentation cont. - République Centrafricaine - Cameroun
16h00 – 16h30	Café
16h30 – 18h30	- Gabon - République du Congo - Brazzaville - République Démocratique du Congo
Soirée	Libre

Jeudi 16 Novembre 2000

8h30 – 10h00	Conclusions sur les présentations – les signaux faibles et forts du développement forestier. Introduction à l'exercice de prospective sur un pays hypothétique
10h00 – 10h30	Café
10h30 – 12h00	Travail en deux commissions sur le pays hypothétique: le

	Goconsinba
12h00 – 12h30	Conclusions préliminaires en séance plénière
12h30 – 14h00	Déjeuner
14h00 – 19h00	Visite de terrain : la mangrove
20h00	Diner FOSA

Vendredi 17 Novembre 2000	
----------------------------------	--

8h30 – 10h00	Conclusions sur les exercices de prospective et discussion sur la finalisation des documents nationaux de prospective
10h00 – 10h30	Café
10h30 - 11h30	La stratégie pour la préparation du rapport sous régional – le rôle du consultant sous régional – le réseau des points focaux Les prochaines activités FOSA – études et la 3ème réunion.
11h30 – 12h30	Propositions et discussions sur les recommandations et conclusions de l'atelier
12h30 – 14h00	Déjeuner
14h00 – 15h00	Rédaction des recommandations
15h00 – 15h30	Café
15h30 – 16h00	Lecture des recommandations et cérémonie de clôture
Soir	Départ des participants.

ATELIER FOSA - Afrique Centrale
Hôtel SAWA Douala – CAMEROUN
15-17 Novembre 2000

LISTE DES PARTICIPANTS

N°	PRENOM, NOM / ORGANISME / TITRE / FONCTION	ADRESSES	TEL / FAX / E-MAIL
1.	Astère BARARWANDIKA Directeur des Forêts Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement Point Focal FOSA - BURUNDI	B.P. 1716 BUJUMBURA	TEL.: (257) 22 50 12 FAX.: (257) 21 10 80 E-MAIL :inecnfd@cbinf.com
2.	Julien ONKAGUI Correspondant National FOSA Ministère de l'Economie Forestière chargé de la Pêche et des Ressources Halieutiques	B.P.: 98 Brazzaville	TEL.: (242) 81 41 37 / 81.41.39 FAX. : (242) 81 41 34 / 36 E-MAIL : minifor@congonet.cg
3.	Jacques KATEU Traducteur de Conférence Ministère de la Santé Publique CAMEROUN	B.P. : 7711 Yaoundé - CAMEROUN	TEL.: 31 99 36 FAX.: E-MAIL :jkateu@yahoo.fr
4.	ADA NDESO – ATANGA Consultante FOSA Bureau Régional FAO AFRIQUE	P.O BOX. 1628 ACCRA - GHANA	TEL.: (233) 21.675000 extension 3101 FAX.: (233) 21.668427 E-MAIL :ada.ndesoatanga@fao.org
5.	Jean Louis BLANCHEZ Ingénieur des Eaux et Forêts Forestier Principal Rome	Viale delle Terme di Caracalla – 00100 Rome	TEL. : + 39 06 57055712 FAX.: + 39 06 57055137 E-MAIL :jeanlouis.blanchez@fao.org
6.	Elisabeth BALEPA Chargé de Programme FAO/CMR CAMEROUN	B.P. 281 Yaoundé - CAMEROUN	TEL.: 20.28.45 FAX.: 21.12.42 E-MAIL :elisabethbalepa@hotmail.com
7.	KADO MOGUENARA DJAÏNGUE Ingénieur des Travaux Forestiers Chef Service de Forêts TCHAD	Ministère de l'Environnement et de l'Eau, Direction de Forêts et de la Protection de L'environnement B.P. 447 NDJAMENA - TCHAD	TEL.: (235) 52.31.28 ou 52.22.96 FAX. : (235) 52.38.39 E-MAIL :
8.	Paul ABENG ABE MEKA MINEF Ingénieur des Eaux et Forêts S/Directeur Agrément et Fiscalité Forestière CAMEROUN	MINEF Direction des Forêts CAMEROUN	TEL.: 23.92.30 / 93.73.20 FAX.: 23.92.31 E-MAIL :

N°	PRENOM, NOM / ORGANISME / TITRE / FONCTION	ADRESSES	TEL / FAX / E-MAIL
9.	François KAPA BATUNYI Ministère des Affaires Foncières, Environnement et Développement Touristique Ingénieur Forestier – Chef de Division Aménagement Forestier Point FOCAL FOSA R.D.C	B.P. 10120 Kinshasa I RDC	TEL.: 34 025 FAX.: E-MAIL :franckapa@hotmail.com
10.	Michel BONANNEE Ingénieur des Eaux et Forêts – Chef de Volet Développement Rural Projet ECOFAC RCA	B.P. 183 Bangui - RCA	TEL. : (236) 61 24 74 FAX.: (236) 61.24.80 E-MAIL :ecofac@intnet.cf
11.	Pierre NYAR OLLAME Conseiller Technique du Ministre des Eaux et Forêts Point Focal FOSA GABON	B.P. 199 Libreville - GABON	TEL. : (241) 76.05.70 / CEL. (241) 29.41.57 FAX.: (241) 73.56.65 E-MAIL :paftgabon@internetgabon.com
12.	Thomas DAMIO Directeur Fonds Forestier et Touristique RCA	B.P. 2327 Bangui - RCA	TEL. : (236) 64.07.94 FAX.: (236) 61.09.75 E-MAIL :
13.	Dominique TOURANCHET Foresterie et Logistique Association pour le Développement de l'Information Environnementale GABON	B.P. 4080 Libreville - GABON	TEL.: (241) 76.30.40/76.30.19/76.30.32 FAX.: (241) 77.42.61 E-MAIL :dtoumanchet@internetgabon.com
14.	Prosper OBAME ONDO Chargé Régional des Forêts WWF Programme pour l'Afrique Centrale	B.P. 9144 Libreville - GABON	TEL.: (241) 73.00.28 FAX. : (241) 73.80.56 E-MAIL : pobame@internetgabon.com
15.	SOUANE THIRAKUL B.Sc.MF. Cordinator of Program Forest Ecosystems & Forest Conservation Network for Central Africa. CAMEROUN	B.P. 5506 Yaoundé - CAMEROUN	TEL.: (237) 21.64.96 FAX.: (237) 21.64.97 E-MAIL :sthirakul.iucn@camnet.cm
16.	Cléto NDIKUMAGENGE Projet d'Appui à la CEFDHAC CAMEROUN	B.P. 5506 Yaoundé - CAMEROUN	TEL.: (237) 21.64.96 Dom : 21.58.94 FAX.: 21.64.97 E-MAIL :cleto.cefdhac-iucn@camnet.cm
17.	Elisabeth Irène YOLLO MENGUE FAO CAMEROUN		TEL. : FAX.: E-MAIL :
18.	Tite Valérie TCHUANTE CEDEFE Ingénieur des Eaux et Forêts Responsable des Programmes CAMEROUN	S/C Guy TCHUANTE B.P. 887 Douala - CAMEROUN	TEL. : (237) 39.19.20 / 39.26.06 FAX.: (237) 39.05.60 E-MAIL :tite_tchuante@yahoo.com

19.	Hermine TCHOUAMOU Epouse ZEMEGNI MINEF/DPEFL Douala Ingénieurs Eaux et Forêts Chef de Bureau de la Planification et des Statistiques	B.P. 223 Douala - CAMEROUN	TEL. : (237) 42.63.36 FAX.: (237) 42.91.46 E-MAIL :herminetchouamou@hotmail.com
N°	PRENOM, NOM / ORGANISME / TITRE / FONCTION	ADRESSES	TEL / FAX / E-MAIL
20.	Séraphin DONDY MINEF CAMPO Coordonnateur Projet SFN/C GABON	B.P. 9144 Libreville - GABON	TEL.: (241) 73.21.22 FAX.: (241) 73.80.56 E-MAIL :
21.	Jeanne Marie MINDJA CAMEROUN	B.P. 12909 Yaoundé - CAMEROUN	TEL.: (237) 22.21.35 FAX. : 22.22.51 E-MAIL : jmindja@yahoo.fr
22.	Vicente Micha ONDO Jefe de la Celule du Planification Forestier	Ministerio de Bosques, PESCA Y MEDIN AMBIENTE	TEL.: (240) 92 819 FAX.: (240) 92 805 E-MAIL :proegg@intnet.gg
23.	Polycarpe MASUPA KAMBALE Chef du Service de Statistiques et Documentation Organisation Africaine du Bois (O.A.B.) GABON	B.P. 1077 Libreville - GABON	TEL.: (241) 73.29.28 FAX.: (241) 73.40.30 E-MAIL : oab-gabon@internetgabon.com
24.	Lambert IMBALO Directeur de la Valorisation des Ressources Forestières Ministère Economie Forestière du CONGO Brazzaville	B.P. 98 Brazzaville - CONGO	TEL. : (242) 81.41.37 FAX.: (242) 81.41.37 E-MAIL :minifor@congonet.cg
25.	Martin TADOUM Cadre Ministère de l'Environnement et des Forêts CAMEROUN	MINEF – Yaoundé – CAMEROUN	TEL. : (237) 22.98.35 FAX.: (237) 22.98.35 E-MAIL :tadoum@yahoo.fr
26.	TONYE BADJANG Cadre MINEF CAMEROUN	MINEF – Yaoundé - CAMEROUN	TEL. : (237) 22.94.86 FAX.: E-MAIL :
27.	EYAANE BANNISTER Représentant Point Focal FASO CAMEROUN	B.P. 6168 Yaoundé - CAMEROUN	TEL.: (237) 22.11.06 FAX.: (237) 22.12.25 E-MAIL :eyaansengue@yahoo.fr
28.	Valentin TIENTCHEU, Ingénieur Génie EM Directeur de la Trade Engineering & Equipment (TEE) Société d'Ingénierie, de Maintenance etc ... <i>Couverture Logistique et Bureautique séminaire FAO, WORLD BANK, etc..</i>	Trade Engineering & Equipment B.P. 12225 Yaoundé - CAMEROUN	TEL.: (237) 20.90.03 / 22.58.75 / 97.66.98 FAX. : (237) 22.58.75 E-MAIL : dona_tientch@yahoo.fr

Annexe 1 : Note d'introduction à l'atelier par le représentant de la FAO au Cameroun

Messieurs les représentants, les délégués des pays points focaux FOSA,
C'est un plaisir pour moi de vous apporter les salutations de M. Hosny El Lakany, Sous Directeur Général du Département des Forêts à la FAO Rome ainsi que du Sous-Directeur Général Représentant Régional pour l'Afrique, M. Bamidele Dada à Accra, qui tous les deux placent beaucoup d'importance dans l'étude FOSA – étude prospective du secteur forestier en Afrique – et dans cet atelier de Douala au Cameroun.

Cet atelier constitue en effet une seconde étape importante dans le dispositif que la FAO et plusieurs de ses partenaires tels que la Banque africaine de développement et la Commission européenne ont mis en place pour aider les pays de l'Afrique à planifier à long terme le développement du secteur forestier en Afrique et plus particulièrement dans la sous région de l'Afrique centrale.

Les études de perspectives répondent bien aux responsabilités qui sont confiées à la FAO par les pays membres de l'Organisation. Ces responsabilités sont entre autres de fournir des prévisions à court et moyen terme sur les productions agricoles et les résultats sont très attendus pour assurer la sécurité alimentaire de la population du globe.

L'étude FOSA rentre dans ce contexte. Cependant, cette étude FOSA n'est pas tout à fait comme les autres car elle est dite prospective c'est à dire plus globale et mieux apte à répondre à la complexité des problèmes actuels du développement économique et social. Elle est importante pour tous nos pays de la sous région lorsque l'on connaît l'importance de la forêt et des zones forestières dans l'équilibre alimentaire de nos populations. La journée mondiale de l'alimentation qui s'est déroulée le 16 octobre dernier nous rappelle le sens et la valeur trop souvent oubliée que représente simplement une alimentation suffisante et garantie pour une grande partie de la population de notre terre.

Une autre caractéristique de cette étude FOSA est sa stratégie qui se veut la plus proche possible de la réalité. En effet, les membres de la Commission des forêts et de la faune pour l'Afrique ont demandé à la FAO qui coordonne cette étude de faire en sorte que les pays eux-mêmes soient fortement impliqués dans le déroulement de l'étude. FOSA ne peut pas être uniquement le travail de quelques spécialistes extérieurs mais le fruit d'une analyse nationale et sous régionale faite par des personnes directement concernées. Les points focaux – que vous êtes - nommés dans chaque pays répondent à cette condition.

Pour la plupart des points focaux FOSA ici présents, vous avez déjà participé à la réunion de planification de l'étude FOSA pour l'Afrique centrale, réunion qui s'est tenue à Lambaréné au Gabon en octobre dernier. Après 12 mois de travail, cette seconde réunion, que nous appellerons - atelier de Douala - va être l'occasion de faire le point de la situation de l'étude FOSA. En effet, en accord avec les décisions prises lors de cette réunion de planification, je sais que vous avez créé des groupes de travail dans vos pays respectifs, que vous avez réfléchi sérieusement sur le futur du secteur forestier dans le développement national, que vous avez travaillé avec courage et compétence, à la rédaction du document national de prospective et que vous avez ainsi démarré dans chacun de vos pays un processus de planification participative et sur le long terme. En prenant ainsi la voie de la participation, vous enrichissez la gestion du secteur forestier avec une approche démocratique moderne.

L'équipe FOSA mais aussi tous les représentants de la FAO dans la sous région, vous ont suivi régulièrement durant toute cette année et nous avons essayé de vous appuyer et de vous soutenir au travers de contacts, de notes techniques ou de messages. C'est bien volontiers que je me fais l'interprète de tous pour vous féliciter pour le travail réalisé jusqu'à présent.

Aujourd'hui vous allez échanger vos expériences et recevoir de nouvelles informations techniques pour aller plus avant dans la recherche prospective du développement du secteur forestier. C'est un moment privilégié pour renforcer les liens entre vous et si possible démarrer un réseau d'échange sur les perspectives forestières au niveau sous régional. Ce réseau est important car il devrait constituer la permanence, assurer le suivi – le monitoring - du développement forestier au niveau sous régional.

Les trois jours de cet atelier, comprenant une visite de terrain, seront assurément trop courts pour couvrir à fond tous ces sujets.

Aussi, je ne vais pas vous prendre plus de temps. Je vais donc laisser la parole à aux organisateurs de l'atelier pour vous détailler le programme technique de l'atelier et commencer sans délais les travaux .

Mais permettez moi encore une fois, au nom de la FAO, de vous féliciter pour le travail fourni jusqu'à présent et vous souhaiter une bonne continuation et un bon succès pour les travaux de cet atelier de Douala au Cameroun.

Annexe 2 : Introduction à la prospective - éléments fondamentaux

Résumé de la présentation sur powerpoint.



La prospective

Définition: science ayant pour objet l'étude des causes techniques, scientifiques, économiques et sociales qui accélèrent l'évolution du monde moderne, et la prévision des situations qui pourraient découler de leurs influences conjuguées

Pas un exercice de prédiction, ni un exercice de consensus

Ambition: mieux préparer les décideurs à une large gamme d'éventualités par la recherche des enjeux socio-économiques et les hypothèses d'évolution différenciées et l'élaboration de scénarios "contrastés" pour favoriser la discussion.



Bases de la prospective

L'avenir est domaine de:

- **Liberté:** avenir ouvert à plusieurs futurs possibles encore à construire
- **Pouvoir:** si urgent = trop tard! Besoin de phares puissants -- anticiper et agir
- **Volonté :** un projet s'inscrit dans la durée -- mélange de rêve et de raison



La prospective :
pourquoi est-ce utile et nécessaire à FOSA?

- Vision globale pour ancrer l'action locale
- Gestion des systèmes complexes et larges
- Accélération du temps de décision
- Donne place à tous les acteurs dans la planification du développement



Approche de la prospective

Systemique: connaissance régularité et invariants du système pour décrire sa logique - temps rond

Globale: mise en évidence des contradictions internes du système entraînant dérives et ruptures -- temps long

Pas d'avenir déterminé -- donc -- **pas de méthode parfaite** pour déterminer les meilleurs scénarios

Exercice scientifique, **esprit d'équipe et de travail** qui demande de la **rigueur**



La prospective consiste à:

- Identifier les tendances fortes et ruptures possibles
- Détecter les signaux faibles - "lissés" par les statistiques
- "Chasser les idées reçues" issues du passé et qui empêchent toute vision novatrice

Acteurs s'approprient leur avenir = instrument de la démocratie.



Exercices sur la prospective

- 1. Questions actuelles** qui ne se posaient pas il y a 10 ans et qui seront toujours importantes dans 10 ans.
- 2. Les signaux du développement**
 - identification de **signaux forts** ?? --- 3
 - perception de **signaux faibles** (nouveaux, surprenants, non-conventionnels) ? ---- 5
- 3. Le pays hypothétique**
 - se préparer pour mieux agir

Annexe 3: Résultats des discussions sur les tendances fortes et les petits signaux avant-coureur du développement futur

Tendances fortes du développement et petits signaux avant-coureurs

Tendances fortes	Petits signaux avant-coureurs
TCHAD	
Lutte contre la sécheresse Plantations forestières Insuffisance ressources humaines Braconnage PFNL Forte densité de population Développement tourisme Parcs et réserves Gomme arabique Conscientisation Impact environnemental Restauration écosystèmes forestiers Valorisation ressources naturelles Substitution bois énergie	Pauvreté Braconnage Changement agricole Diminution pression sur forêts Plantation gomme arabique Pétrole Prospective – volonté appropriation Code forestier Ecotourisme Gestion participation
BURUNDI	
Risque déficit bois rond sur long terme In- ou stabilité politique Secteur privé Renforcement capacités Application législation Démographie Agroforesterie Faibles déboisements / taux reboisement Insécurité / destruction forêts Volonté politique Gestion transfrontalière / 3ème Cefdha	Renforcement capacités Reboisements Gestion transfrontalière Taux scolarisation Démographie Pauvreté Participation population / emploi Aires protégées Bois énergie Conséquences instabilité politique Disparition forêt naturelle
RCA	
Manque motivation / formation fonctionnaires Gestion transfrontalière Plans et programme d'aménagements Braconnage Corruption Actualisation et renforcement des législation Déboisements Pauvreté Sida Absence politique participative Faible taux de reboisement Administration complexe Protection / conservation Précarité économie Partenariat avec secteurs économiques	Disfonctionnement des services admin. Energie de substitution Cadre insitutionnel Santé et sida Réfugiés Formation des cadres Taxes / gestion rente forestière Activités transfrontalières Braconnage Dégradation ressources forestières Faiblesse legislation Faible taux démographique

CAMEROUN	
Volonté gestion environnementale Foresterie communautaire Administration / concessions / aménagements Visibilité gestion forestière Foresterie communautaire Aires protégées nouvelles Contrôle fiscal / surveillance secteur Appui autres ministères au Min. Env. Prise de conscience collective Exploitation abusive des forêts PFNL	Création nouvelles zones protégées Gestion des écosystèmes de petites tailles Renforcement institutionnel (PFE) Pauvreté
GABON	
Concessions forestières aménagées Forêts communautaires Planification** forestière et après pétrole PFNL Amélioration accès ressources Législation Zonage Volonté environnementale Certification Incertitude engagement de l'Etat	Disparition habitat pygmées Fin ressources minières Restauration autorité de l'Etat Droits usages des populations Rôle régalién de l'Etat Filière à unifier et non a segmenter Eco-espace Valeur culturelle forêts Observatoire bio-diversité Promotion commerce bois transformé PFNL et faune
CONGO Brazzaville	
Gestion forestière Code forestier – cadre institutionnel Tourisme? Instabilité politique Plan de commercialisation Exploitation forestière Plantations Défi démocratique – multipartisme Contribution bois au développement social Pétrole	Privé / industrie Après pétrole – social Action ONGs Bois energie en ville Pas de programme à long terme Accroissement des plantations forestières
CONGO Kinshasa	
Grande ressource forestière / potentiel Instabilité polit. / informel / pauvreté Moyens de communication faibles Conservation et utilisation durable Valorisation des ressources Augmentation ressources agricoles Accords internationaux Crédibilité de l'Etat Lutte contre la pauvreté	Gestion durable des forêts ONGs et rôle des femmes Immensité réserve et potentiel Gestion participative Faible impact sur forêts Dette extérieure importante Accords internationaux Aires protégées Monaie faible Diversification des revenus

Des commentaires ont été faits en scéance plénière sur ces résultats.

Annexe 4: Exercice prospectif sur un “pays hypothétique” – le Goconsinba.

Scénarios de développement du secteur forestier au GOCONSINBA

Le GOCONSINBA – aujourd’hui

Le Goconsinba est un pays d’Afrique qui s’étend sur plusieurs zones écologiques allant des climats arides aux climats pluvieux. Les formations forestières qui couvrent une grande partie du pays se sont adaptées aux contextes climatiques et topographiques variés du pays. La situation socio-économique (PNB) classe le Goconsinba parmi les pays en développement. La population multi ethnique est en forte augmentation et se concentre de plus en plus dans les centres urbains et zones économiques actives. Le niveau d’éducation est en général bon. La population rurale (encore majoritaire) vit, parfois encore en subsistance, principalement de l’élevage et de l’agriculture. La disponibilité de pétrole fournit au pays des rentrées en devises appréciables. Le secteur forestier est géré par une administration forte mais la situation se dégrade continuellement sous la pression démographique. Cependant, la découverte relativement récente de gisements de matière première fort recherchée serait en passe de modifier les données économiques de cette jeune république démocratique.

Le GOCONSINBA – en 2020

Scénario 1

La chute du prix des matières premières a fait oublier les promesses espérées du nouveau gisement. Cependant malgré les difficultés financières et grâce à l’action dynamique du Gouvernement, des investissements judicieux ont été consentis dans quelques secteurs prioritaires tels que l’éducation, la santé et de la recherche. Ces efforts commencent à porter leurs fruits et les secteurs industriels et de services (technologies) font de grands progrès engendrant une demande accrue d’emplois à haute valeur ajoutée. Après une période fort difficile suite à la réduction de moyens financiers, les secteurs agricole et forestier sont actuellement mieux encadrés et tentent de se spécialiser pour faire face à la compétition issue du contexte commercial mondial et aux exigences environnementales de la population.

Scénario 2

La mise en valeur du minerais précieux trouvé dans le sud pays a modifié complètement la carte économique du pays. Dans un climat d’instabilité politique, les luttes internes pour le pouvoir se sont intensifiées. Bien que la production de minerais engendre d’importantes rentrées financières, la situation sociale s’est fort dégradée par manque d’investissements dans les secteurs prioritaires du développement. A cause de l’insécurité permanente, la population se réfugie dans les grandes villes qui sont de plus en plus isolées du milieu rural. Les populations rurales sont laissées à elles mêmes et subsistent tant bien que mal. Le secteur forestier, sans soutien budgétaire ni encadrement approprié, se dégrade de façon alarmante.

Scénario 3

Dans un contexte social stable, les effets de la globalisation et de l’ouverture des marchés ont favorisé l’émergence d’un secteur privé dynamique et d’une société civile organisée. La forte compétition mondiale a causé la fermeture des mines mais des investissements appropriés ont

permis de valoriser rapidement le potentiel humain du pays. Des partenariats avec l'extérieur ont permis de compenser certaines carences et le pays a pu rester dans la course au progrès par un bon développement des technologies et des services. L'ouverture de voies rapides de communication dans la sous région a créé des zones préférencielles d'échanges et de développements. Le progrès technique a laissé cependant derrière lui des zones rurales abandonnées. L'utilisation du bois de feu a considérablement diminué au profit des énergies douces et fossiles. Suite aux accords internationaux tels que sur les puits de CO2 ou la conservation génétique, les contraintes environnementales sur le pays sont devenues parfois pesantes. Les productions forestières sont transformées près des zones économiquement actives mais les emplois restent volatiles du fait des délocalisations rapides.

Objectif de l'exercice

Cet exercice a pour objectif de réfléchir ensemble sur les implications du développement du secteur forestier devant différentes situations précises pour soit:

- a) se préparer à un changement anticipé et
- b) agir afin de provoquer un changement souhaitable.

Exercice

Pour chaque scénario, veuillez vous poser les deux questions suivantes:

Que peut-il advenir pour le secteur forestier?

et donc que puis-je faire ou proposer maintenant?

Veuillez donc proposer pour chaque scénario:

A) *Deux actions ou domaines d'activités* qui devraient devenir prioritaires pour préparer au mieux le secteur forestier à faire face aux problèmes générés par les contextes sociaux, techniques et économiques proposés ci-dessus?

B) *Une initiative* (ou réforme) que devrait prendre l'administration forestière pour accompagner les actions proposées et remplir au mieux son rôle?

Résultats des discussions et propositions faites sur le pays hypothétique

Les participants se sont partagés en deux groupes de travail: le groupe A et le groupe B. Les priorités d'action identifiées par les deux groupes pour les trois scénarios proposés sont:

Le scénario 1 (vert)

Groupe	Priorité 1	Priorité 2
A	Renforcement des lois et des institutions	Détermination politiques (application des lois) Renforcer les investissements dans le secteur rural
B	Création d'un organisme (Etat, privé, ONG) pour gérer le secteur forestier (les marchés)	Financement pour la décentralisation du développement économique et social

Le scénario 2 (bleu)

Groupe	Priorité 1	Priorité 2
A	Gestion participative des forêts	Gestion des conflits internes
B	Recherche consensus politique national avec aide de la coopération internationale	Renforcement institutions du secteur forestier avec aide partenaires privés internationaux

Le scénario 3 (rouge)

Groupe	Priorité 1	Priorité 2
A	Renforcement partenariat avec: - Secteur privé - ONGs - Organisations internationales	Décentralisation de la gestion pour encourager investissement dans le secteur rural
B	Renégocier accords Nat/Inter. pour redonner une vie social et économique aux régions forestières concernées	Développement écotourisme de masses pour les zones concernées.

Commentaire général: Les participants ont surtout proposés des activités à mettre en place dans le futur au moment où les scénarios se réaliseront sans vraiment envisager que des activités peuvent être faites (ou proposées) déjà aujourd'hui soit pour faciliter ou empêcher l'accomplissement de certains des éléments des scénarios suggérés. La notion d'analyse prospective est donc encore à travailler et développer.

Annexe 5 : Divers

Présentation de la CEFDHAC

Lancée en 1996, la CEFDHAC ou le Processus de Brazzaville est la concrétisation de la volonté politique et l'engagement des Etats du Bassin du Congo pour la conservation et la gestion durable de leurs écosystèmes forestiers.

L'objectif global de la CEFDHAC est d'encourager les pays d'Afrique centrale pour qu'ils conservent leurs écosystèmes forestiers et veillent à ce que toute utilisation des ressources qu'ils recèlent soit durable.

Ses objectifs spécifiques visent :

- Une meilleure compréhension des principes et instruments de gestion durable des forêts ainsi que des pratiques forestières ;
- L'émergence d'une convergence de vues entre les pays d'Afrique centrale, une meilleure compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux et une participation beaucoup plus active aux débats internationaux sur les forêts ;
- Des échanges systématiques et des concertations régulières entre les pays d'Afrique centrale sur les problématiques de conservation et d'utilisation durable des écosystèmes de forêts denses et humides d'Afrique centrale ;
- L'adoption des pratiques de gestion forestière qui concilie les besoins en développement et les impératifs de conservation des écosystèmes de forêts denses et humides d'Afrique centrale ;
- La cohérence entre les politiques et les lois forestières des pays d'Afrique centrale

Principales réalisations de la CEFDHAC

Grâce d'une part aux appuis financiers du Gouvernement des Pays-Bas, de la **Commission Européenne**, de **CARPE-BSP**, du **GEF-PNUD** et de la **Fondation Mac Arthur** et de l'appui technique de l'**UICN** d'autre part, la CEFDHAC a pu réaliser plusieurs activités qui ont contribué au renforcement de la coopération entre les pays d'Afrique centrale, à la conservation et à l'utilisation durable des écosystèmes de forêts denses et humides d'Afrique centrale.

Les principales réalisations déjà enregistrées par la CEFDHAC sont :

- L'organisation des **fora sous-régionaux** en vue de faciliter les échanges d'informations et d'expériences entre les différentes parties prenantes au Processus de Brazzaville, en l'occurrence la 2^{ème} CEFDHAC¹ tenue à Bata (en Guinée Equatoriale) en juin 1988 et la

¹ Le thème de la 2^{ème} CEFDHAC était axé sur les stratégies de gestion commune des ressources forestières en Afrique centrale

3^{ème} CEFDHAC² tenue à Bujumbura (Burundi) en juin 2000, et la mise en œuvre de leurs résolutions et recommandations

- L'élaboration, l'édition, la publication et la diffusion du document sur l'étude comparative des politiques et lois forestières des pays d'Afrique centrale, intitulé : « **Bases pour la mise en cohérence des politiques et lois forestières d'Afrique centrale** »;
- L'appui au **secteur privé** à travers (IFIA) dans l'élaboration et l'affinement du code de déontologie de la gestion durable des concessions forestières en Afrique centrale;
- L'élaboration d'un **plan d'action stratégique (PAS)** pour la conservation et l'utilisation durable des ressources de l'environnement et de la biodiversité et l'élaboration des projets destinés à résoudre les problèmes communs, transfrontaliers et partagés identifiés ;
- L'évaluation de la gestion des **sites considérés comme critiques** du point de vue de la conservation de la biodiversité et production d'un document y afférent ;
- L'étude d'un **cadre légal de coopération sous-régionale** pour la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale ;
- L'étude comparative de la **fiscalité forestière** des pays d'Afrique centrale ;
- L'organisation des **ateliers de formation** sur
 - la mise à jour des **programmes de formation des institutions nationales et régionales** de formation en rapport avec les évolutions récentes en gestion forestière ;
 - la **domestication des arbres fruitiers locaux et des plantes médicinales** à haute valeur économique dans le Bassin du Congo ;
 - la **gestion des conflits** liés à la gestion des ressources des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale ;
 - la **gouvernance environnementale** à l'intention des ressortissants de tous les pays concernés par la CEFDHAC;
- L'appui institutionnel aux pays concernés par la CEFDHAC à travers :
 - la formulation des propositions de projets en vue de matérialiser le **PAS**,
 - l'assistance technique dans la conception et la réalisation de l'initiative de conservation de la biodiversité par la constitution d'un **réseau d'aires protégées pour la paix** et la contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations sinistrées dans les pays des Grands Lacs, autour des Parcs Nationaux de la Kibira (Burundi), des Virunga (République Démocratique du Congo et des Volcans (Rwanda),
 - les **missions d'appui institutionnel** aux Correspondants Nationaux et aux Groupes de contacts des pays membres de la CEFDHAC,

² Le thème de la 3^{ème} CEFDHAC était axé sur la gouvernance et la gestion commune des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale

- l'assistance au Gouvernement camerounais dans l'organisation de la conférence internationale sur les **interactions entre les infrastructures routières et les écosystèmes forestiers du Sud et de l'Est du Cameroun**,
- les concertations pour une position sous-régionale commune sur les questions de gestion durable des forêts dans le cadre du Forum intergouvernemental sur les forêts notamment **sur l'initiative Costa Rica-Canada**,
- La constitution d'un **réseau multidisciplinaire des cadres** sous-régionaux sur la gestion durable des écosystèmes forestiers ;
-

Principales préoccupations des parties prenantes

Les diverses interventions des **parties prenantes lors de la 3^{ème} CEFDHAC** ont fait ressortir les principales préoccupations ci-après:

- La **gouvernance des institutions gestionnaires d'écosystèmes forestiers**, aux niveaux local, national et sous-régional (comme élément d'un environnement politique, économique, légal et social) ;
- La **gestion des conflits liés aux ressources naturelles** (y compris la mise en place des Parcs pour la Paix) ;
- **L'adaptation des curricula de formation dans les écoles forestières et de faune** de la sous-région au contexte actuel de gestion durable des ressources forestières et fauniques;
- Le **renforcement des Groupes de contact nationaux, avec un accent particulier sur la « multi-représentativité »** des parties prenantes (Parlementaires, Secteur Privé, peuples indigènes, ONG, etc.) ;
- **L'institutionnalisation de la CEFDHAC** ;
- L'aménagement durable des concessions forestières : promotion de la **certification et du code de déontologie** de la gestion durable des concessions forestières en Afrique centrale ;
- Le **renforcement des capacités des femmes, des ONG et des jeunes** dans la gestion en partenariat des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale ;
- L'organisation des **fora écologiques** sous-régionaux (4^{ème} et 5^{ème} Conférence du Processus de Brazzaville) ;
- La **connaissance des ressources et des changements** qui l'affectent ;
- La promotion d'un cadre cohérent d'interventions pour la conservation et l'utilisation durable des **ressources de la diversité biologique** en Afrique centrale ;
- **La communication et Publications.**